

Municipales à Eaubonne : le coût des grands projets lancés par la mairie fait débat

À l'approche des municipales 2020, « Le Parisien » met l'accent sur cinq villes du Val-d'Oise. Cette semaine, focus sur les finances. À Eaubonne, les investissements de la ville suscitent la polémique.



Eaubonne. Les investissements de la ville, à l'image de la réhabilitation des immeubles de l'avenue de l'Europe, sont pointés du doigt.
LP/Christophe Lefevre

Si un sujet a fait couler beaucoup d'encre à Eaubonne en 2019, c'est bien les finances de la ville. Au point d'entraîner l'explosion de la majorité municipale. Après que les élus ont rejeté à deux reprises le budget primitif, le préfet du Val-d'Oise a saisi la Chambre régionale des comptes. L'organe de contrôle a ensuite rendu un avis amputant la partie investissement. Et c'est bien le nœud du problème, selon les opposants, qui pointent du doigt des projets comme la reconstruction du gymnase Georges-Hébert, la requalification de l'avenue de l'Europe, ou encore le groupe scolaire de la rue des Bussys.

« Des projets disproportionnés »

« On alerte depuis déjà deux années sur les problèmes à venir, explique ainsi Marie-José Beaulande, chef de file du groupe historique d'opposition. On voyait bien que la masse des projets et leur dimensionnement étaient disproportionnés par rapport aux capacités de la ville. Il y a eu des dérapages, des reports... Nous sommes dans une situation où les gros projets structurants vont tous arriver dans une phase de réalisation en même temps. »

La socialiste connaît bien le sujet, puisqu'elle a été adjointe sous la mandature du précédent maire (PS), François Balageas. Elle parle de « bombe à retardement ». « Dans la préparation et la mise en œuvre, la méthode n'est pas bonne », souffle-t-elle.

« Ils entament tout et rien n'est fini »

Un avis partagé par plusieurs habitants croisés en fin de semaine dernière. « Certains projets sont disproportionnés, souffle Lucile, qui vit à Eaubonne depuis 45 ans. Il faut être plus raisonnable. » « On se lance dans des trucs pas possibles, précise Annie, Eaubonnaise depuis 2009. Ils entament tout et rien n'est fini. Tout est en retard. »

Bruno évoque, lui, une « folie des grandeurs ». « Certains projets lancés ne sont pas forcément des priorités, estime le trentenaire. On devrait plutôt utiliser l'argent pour refaire les routes, la chaussée et les trottoirs. À certains endroits, c'est une catastrophe. »

Il évoque également un manque de concertation. « Beaucoup de projets sont imposés sans consulter la population, regrette-t-il. Il y a parfois des réunions publiques, mais tout est décidé avant. » Émilie, en revanche, loue les chantiers entrepris. « C'est bien d'avoir des projets, sourit la mère de famille. Cela veut dire qu'on regarde vers l'avenir. »

« Une dette historiquement basse »

Ancien maire adjoint chargé des finances, aujourd'hui candidat à la tête de la liste Eaubonne Ensemble pour notre Avenir, Corentin Le Fur explique que « la ville affiche une dette historiquement basse grâce à [son] engagement jusqu'en avril 2019 et [son] refus (avec les principaux adjoints) d'un budget 2019 démagogique voulu par le maire qui aurait engendré sur cette année un emprunt inutile d'au moins 5 millions d'euros ».

« La Chambre régionale des comptes a confirmé mon analyse en retirant de la copie du maire 12 millions d'euros de dépenses », souligne le candidat.

« Les investissements sont justifiés par leur nécessité »

« Entre ce qui a été dit et la réalité, il y a plus qu'un gap, se défend le maire (LR), Grégoire Dublineau. La Chambre régionale des comptes a validé quasiment à l'euro près la partie fonctionnement. Sur la partie investissement, elle a dit je n'ai pas de soucis sur la sincérité du budget, mais je ne me prononce pas sur les projets non engagés. »

L'élue estime que « les investissements sont justifiés par leur nécessité ». « L'opposition dit que ce sera compliqué l'an prochain, mais en avril on disait déjà que ça n'allait pas et que c'était la banqueroute », souffle-t-il.

Catherine Dragin, de son côté, pointe « le manque de diversification des ressources de financement ». « Pourquoi un dispositif tel que le projet urbain partenarial (PUP) qui existe depuis 2009 et qui permet de faire participer les opérateurs immobiliers à l'évolution des équipements publics sur notre ville n'a-t-il pas été exploité par la municipalité actuelle ? demande la candidate LREM. Pourquoi faire reposer les nombreux et parfois nécessaires chantiers publics principalement sur la dette et l'impôt des Eaubonnais ? »

Trois mois de procédure pour le budget 2019

La validation du budget primitif de la ville d'Eaubonne a donné lieu à un véritable feuilleton au printemps dernier. Le premier épisode se joue lors du conseil municipal du 3 avril. À la surprise générale, le budget est alors rejeté par les élus, dont plusieurs membres de la majorité, à 19 voix contre, 14 voix pour et 2 abstentions. Parmi les contres, le maire adjoint (LR) chargé des finances, Corentin Le Fur, et plusieurs proches collaborateurs du maire (LR) Grégoire Dublineau.

Celui-ci convoque donc un nouveau conseil municipal le 15 avril, mais l'issue est identique. Le 30 avril, le préfet du Val-d'Oise saisit donc la Chambre régionale des comptes. L'organe de contrôle rend son avis deux mois plus tard, après avoir « procédé à des modifications conséquentes » dans la section investissement, selon ses termes.

Après un nouveau conseil très tendu le 5 juillet, les élus du conseil municipal adoptent finalement cinq jours plus tard une décision modificative proposée par... les deux groupes de l'opposition.